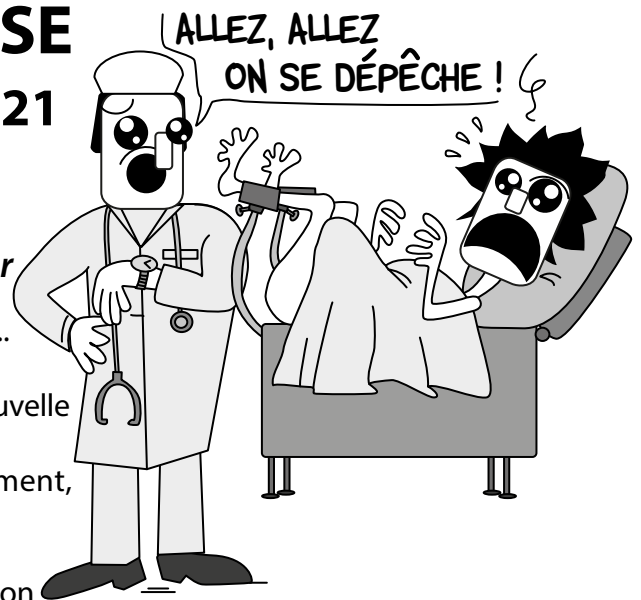


Compte-rendu CSE

24, 25 et 26 février 2021

*La régionalisation :
un accouchement
dans la douleur*



Le travail avait commencé... De manière anticipée et saccadée...
La réalité fut brutale.

Les directions régionales ont accouché, en janvier, d'une nouvelle tranche, le 18 h 30 sans préparation adéquate.

Le bébé, décliné au gré des 24 antennes, est né prématurément, avec une assistance qu'on aurait aimé plus présente.

Sa vulnérabilité le réclame !

Pour preuve, l'opération de chirurgie esthétique que la direction envisage déjà. Les 8 minutes de servitude en début de tranche sont bien trop longues. Il va falloir les diluer dans les 20 minutes de cette tranche. Qui s'en plaindra ? Certainement pas les téléspectateurs qui se trouvent aujourd'hui gavés de tout un tunnel de servitudes.

A peine né, il doit donc déjà marcher et surtout apprendre en marchant. L'éditorial sera amélioré au fil des semaines, la forme aussi si des moyens sont disponibles.

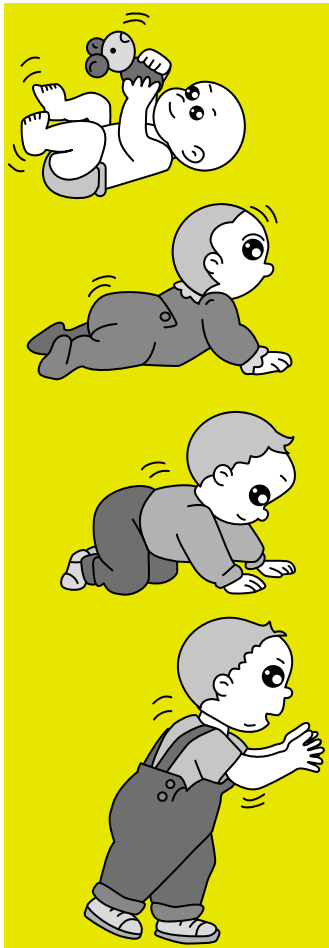
Comme dans les hôpitaux, les renforts sont difficiles à mobiliser. Le flux-tendu, le manque de personnel...

Les ETP non permanents que la direction s'était empressée de promettre pour mettre fin à une grève dans laquelle elle se trouvait empêtrée sont peu mobilisables, dans un contexte budgétaire contraint...

Quand les syndicats parlent de moyens, la direction répond aménagement des conditions de travail. A la demande de renforts, elle répond redéploiements. Triste constat de la Comeco, qui avait pour objectif de recenser tous les besoins en ETP pour cette case, région par région...

Car, il ne faut surtout pas dépasser les 2884 ETP (sans la Corse) attribués au réseau sur 2021. Ceux qui restent mobilisés aujourd'hui devraient être démobilisés d'ici la fin de l'année.

■ UNE DIRECTION ENGLUÉE DANS UN MANQUE DE MÉTHODE !



Des premiers pas dans la vie qu'il faut accompagner. Gommer les stigmates de cette naissance dans l'urgence, apaiser et redonner confiance. Les mots se veulent rassurants de la part de notre direction du réseau, lors de ce dernier CSE.

Elle souhaite passer l'éponge sur cette période « *brouillonne et désordonnée* », d'après **Philippe Martinetti** (chargé de l'éditorial dans ce projet régionalisation) : « *On avait des contraintes. L'histoire de ces 4 à 5 derniers mois s'est écrite de cette façon, ce n'est pas la manière la plus joyeuse, ni la plus agréable, j'en ai bien conscience... Et si on n'a pas vraiment pris les choses dans un ordre qui n'était pas idéal, c'est un peu le fruit de l'histoire en marchant...* ».

Forte de cette leçon, la direction prône désormais de la méthode, avant toute chose, pour avancer, fédérer et tenir debout !

Elle déploie les outils stratégiques, séquençage, accord de méthode, feuille de route et les bataillons qui vont avec : comités de pilotage, commission de suivi entre élus et direction, comité stratégique...

« *L'idée serait de mettre en place un comité de pilotage organisationnel et opérationnel, qui va suivre différentes phases de travaux, en parallèle avec un comité de suivi, dans un esprit de co-construction* » affirme la direction.

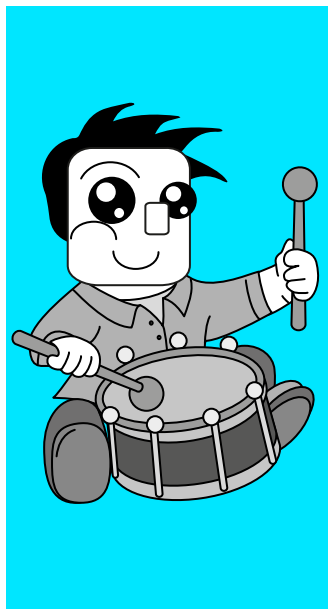
La commission de suivi sera un dialogue permanent entre élu-e-s et direction ; elle ne se substituera pas aux instances de proximité dans les régions.

Le comité stratégique autour de la Présidente de France Télévisions procédera à des arbitrages.

Dans la plus grande transparence, « *en mettant tout le monde autour de la table* », comme pour France Info ou France Bleu.

Pas de concertation préalable et désormais l'hyper-consultation ! Alors que les élu-e-s syndicaux trépignaient d'être associés, depuis le début, à cette gestation délicate.

■ UN GRAND SÉQUENÇAGE, ANNONCÉ TAMBOUR BATTANT... AUX CONTOURS TRÈS FLOUS.



D'ici la fin mars, un accord de méthode devrait être négocié avec les organisations syndicales.

Les comités de pilotage et la commission de suivi permettront d'inventorier les questions qui remonteront, ce qui concernera toutes les directions.

Germain Dagognet (chargé de la transformation) l'affirme, la régionalisation est un grand tétis, avec des impacts sur la grille nationale. « Dès qu'on bouge quelque chose, il y a des impacts RH, métiers, formation. »

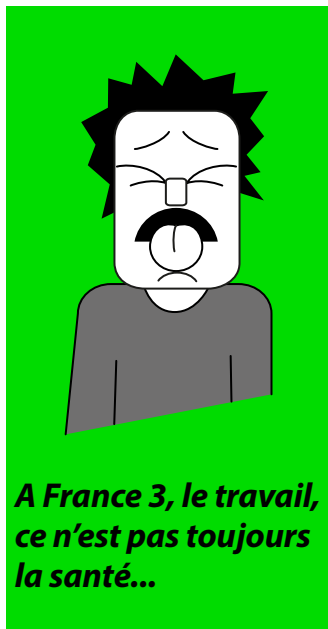
La méthode sera à affiner, dans une deuxième étape, de septembre 2021 à juin 2022, avec une montée en puissance, en fonction des moyens disponibles pour chacune des régions, qui pourra amplifier son identité régionale.

Il n'y aura pas forcément de cases nouvelles.

L'année d'après, la régionalisation devrait être bien lancée, même si elle ne sera pas tout-à-fait accomplie.

Chacune des directions régionales devrait avoir acquis la méthode et l'autonomie nécessaires pour pouvoir atteindre sa vitesse de croisière. La direction se donne deux saisons pour mettre l'ensemble sur les rails.

■ UNE MISE EN BOUCHE AMÈRE.



On peut s'inquiéter, quand **Germain Dagognet** affirme « qu'on va vraiment entrer dans le Chantier avec un C majuscule et que ça ne va pas être facile, car les moyens ne vont pas augmenter et vont même avoir tendance à diminuer un petit peu pour l'ensemble de France Télévisions en 2022 ».

Combien de fois le petit homme risque-t-il de trébucher, si la route est semée d'embuches et de nids de poule ?

Difficile de grandir, dans un climat où les syndicats regrettent un dialogue de sourds, des engagements non tenus, contrairement aux promesses du protocole de sortie de grève, de quoi nourrir de l'amertume...

Et si la régionalisation devenait un vaste terrain de jeu, sur lequel seraient testés de nouveaux métiers ?

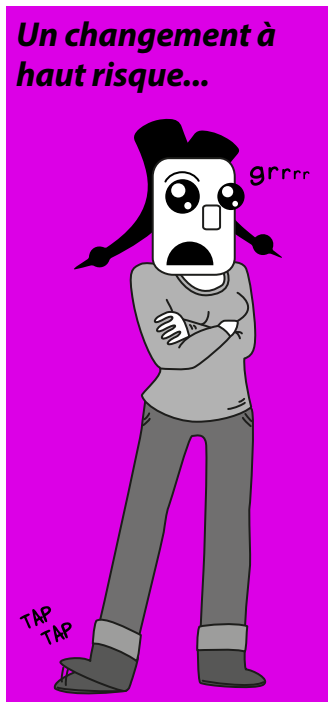
L'expérimentation sur une région pourrait se déployer aux autres régions ?

Mais avec quels garde-fous ?

Et quid de la disparité entre les régions ?

Cette nouvelle page de la télévision régionale porte de nobles intentions en elle, mais la réalité semble l'avoir déjà rattrapée.

■ AUTRES POINTS DE CRISPATION :



Le nouvel outil de gestion des conducteurs Openmédia, 2ème étape du système NRCS, fera son entrée en mai prochain à Paris Ile de France, dans un site régional très exposé car vulnérable après un incendie et son déménagement au Siège.

La sérénité, requise pour ce genre de petite révolution technologique, ne sera pas au rendez-vous : de nombreuses questions restent en suspens et le personnel, qui cherche encore ses marques, est en souffrance.

Ce nouvel outil affecterait tous les métiers, qui concourent à la fabrication du journal.

Les scripts seront très exposés, ayant eu à peine le temps de digérer les logiciels précédents. Pas le temps de poser pied à terre...

L'expertise de la SECAFI se veut rassurante, mais la réponse de la direction ne calme pas les inquiétudes. Les moyens restent insuffisants, alors qu'il faudrait bien anticiper les formations pour une bascule en toute sécurité.

Et les experts alertent sur la schizophrénie qui s'est emparée de cette antenne, avec un divorce entre la rédaction et la technique.

Pour mieux apprécier la situation, nous vous conseillons une petite lecture attentive du [rapport de l'expert](#) et de [l'avis rendu par les élu-e-s](#) qui pointent du doigt des risques très pesants.

■ LA FABRIQUE DE BORDEAUX : SILENCE, ON NE TOURNE PLUS !

Des salarié-e-s aux abois et si peu écoutés...



Des salarié-e-s auxquels on demande de traverser la France pour aller travailler sur des fictions qui ne sont plus tournées en Gironde... En attendant un plan de charge consistant avec des fictions numériques, qui tarde à se concrétiser.

Les nerfs des salarié-e-s de la Fabrique sont mis à rude épreuve. En guise de réponse à leurs souffrances, ils se trouvent confrontés à un certain mutisme de la part de la direction nationale de la Fabrique, cela malgré une alerte pour risque grave par incidents répétés.

Trop peu de recommandations ont été émises par cette même direction, malgré les fortes attentes.

Les élu-e-s du CSE ont voté une résolution,  lui demandant de faire face à ses responsabilités.

Si ce quasi-silence persistait, c'est sur le terrain juridique que pourrait être examinée cette alerte pour risques graves.

■ RIEN NE VA PLUS !

A Lille et Amiens, dans les cellules web respectives.



Au menu, ce mercredi 17 mars d'un CSE extraordinaire, de graves dysfonctionnements qui ont émaillé la vie de ces services, ces derniers mois...

Un expert du cabinet ORSEU a procédé à la restitution d'un rapport, suite à une alerte pour danger grave et imminent concernant plus de vingt salariés.

Cette expertise avait été diligentée, suite à l'onde de choc dans la cellule lilloise provoquée par la restitution d'une autre enquête, celle de la Ligne directe harcèlement (LDH), saisie au préalable.

Une situation très complexe, sur laquelle nous reviendrons dans le prochain compte-rendu du mois de mars.

Prochain CSE les 24, 25 et 26 mars prochain

Contactez vos élu-e-s **Sud** : Béatrice Mariani, Jean-Yves Olivier et Chloé Tempéreau

Si vous avez des questions, des doléances, contactez les élu-e-s et représentant-e-s **Sud** en région. 

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>



Syndicat Sud Médias Télévision . 07 51 69 60 26 . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez-nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr> et sur [twitter@syndicatsudftv](https://twitter.com/syndicatsudftv)

Créé à partir de 1998 dans les régions de France 3, Sud Médias Télévision est un syndicat à vocation nationale, autonome et indépendant, qui ne dépend d'aucune centrale. Il se fixe pour mission de défendre la dignité de chacun dans son travail et de lutter contre la déshumanisation de l'entreprise. Ses armes sont l'inventivité dans la lutte, l'expertise en droit du travail et l'intégrité d'individus qui ne visent pas à devenir des professionnels du syndicalisme mais à donner à chacun sa place dans la société. Sud Médias Télévision travaille en réseaux de solidarité avec l'union syndicale Solidaires et avec ses homologues Sud des médias et de la culture.